

de Lignestraat/Rue de Ligne 1 - Brussel/Bruxelles 1000

Tel +32/(0)2 209 08 35 - Fax +32/(0)2 209 08 34

email [info@cefip-kefik.be](mailto:info@cefip-kefik.be) - website [www.kefik.be](http://www.kefik.be)

## **Résultats 2006 enquête-KfW sur le financement des entreprises en Allemagne**

### *Quelques données sur cette enquête:*

- Pays: Allemagne
- Initiative: Institution fédérale de crédit KfW ( [www.kfw.de](http://www.kfw.de) )
- Titre: Enquête auprès des entreprises 2006; Financement pour entreprises: les banques découvrent à nouveau les classes moyennes; L'accès au crédit reste difficile pour les petites entreprises.
- Méthodologie: 50.000 enquêtes écrites ont été diffusées via 28 associations sectorielles. Pourcentage de réponse: 12% (6001 réponses valables)
- But: A: rassembler des informations concernant la relation avec la banque, les conditions de crédit et les utilisations de crédit des entrepreneurs. B: déterminer dans quelle mesure les évolutions structurelles des marchés financiers ont (auront) une influence sur le financement des entreprises
- Date de publication: 7 septembre 2006
- Link:  
[http://www.kfw.de/DE\\_Home/Presse/Pressekonf64/Unternehmensbefragung\\_2006.jsp](http://www.kfw.de/DE_Home/Presse/Pressekonf64/Unternehmensbefragung_2006.jsp)

### *1. Les conditions de crédit sont un peu meilleures*

- En règle générale, la situation financière en Allemagne est meilleure qu'en 2005. Au cours de l'année écoulée, l'accès au crédit est devenu plus difficile selon 33% des entrepreneurs (42% en 2005) et plus facile selon 12% d'entre eux (7% en 2005). Cette amélioration de la situation peut être expliquée par 3 facteurs:
  - Beaucoup d'entreprises se sont adaptées aux nouvelles exigences des institutions de crédit.
  - La plupart des institutions de crédit ont assoupli leurs politiques en matière de crédit.
  - La relance conjoncturelle initiée à la deuxième moitié de 2005.
- Les évolutions des marchés financiers ont une influence aussi bien sur les grandes que sur les petites entreprises et leur opposent des problèmes similaires. Les principales raisons d'un accès moins aisé au crédit sont, tout comme l'année

passée, l'exigence croissante des institutions de crédit de fournir des informations sur l'entreprise ainsi que les garanties qu'elles demandent.

- Cependant, on observe des différences claires : Tandis que les petites entreprises connaissent en règle générale des difficultés pour obtenir un crédit, les grandes entreprises doivent plutôt fournir leurs résultats financiers et justifier leurs plans. En outre, ces dernières doivent également accepter des délais de traitement plus longs. Les résultats montrent également que la différenciation des conditions de crédits sur base des risques joue, en premier lieu, pour les entreprises moyennes et grandes. Comme auparavant, les dossiers de petites entreprises sont plutôt refusés s'ils sont de mauvaise qualité. Les grandes entreprises ayant un désavantage qualitatif peuvent compenser cela par une prime de risque accrue à ajouter au taux d'intérêt. Auprès des plus grandes entreprises, les institutions de crédit aspirent plutôt à une compensation adéquate du risque tandis qu'elles recourent à une limitation du risque en nombre auprès des plus petites via un rationnement du crédit.
- Comme l'année passée, les entreprises est-allemandes ont connu plus de problèmes pour l'obtention d'un crédit que celles de l'Ouest de l'Allemagne. Cela ne s'explique pas tellement par la région où l'entreprise est implantée mais plutôt par, entre autres, la taille de l'entreprise et le secteur. Au niveau régional, les causes de problèmes rencontrés dans le cadre de l'accès au crédit diffèrent: à l'Est, on mentionne plus souvent qu'à l'Ouest que l'on rencontre en règle générale des problèmes pour l'obtention d'un crédit alors qu'on mentionne moins l'exigence d'information supplémentaire.
- Parallèlement à l'offre de crédits, les banques ont également d'autres fonctions à proposer à leur clientèle telles que la fonction de consultance. En règle générale, la qualité de la consultance des banques est restée constante: pour 70% des entreprises, elle n'a pas changé ; pour environ 15% elle s'est améliorée ou détériorée. Ici aussi, les petites entreprises rencontrent plus de problèmes que les grandes: 23% d'entre elles se plaignent de la baisse de qualité de la consultance pour seulement 5% des grandes entreprises. Les banques se sont manifestement plus fortement orientées vers les gros clients qu'on estime également être ceux qui rapportent le plus.

## ***2. Rating***

- Un rating interne à la banque devient petit à petit la norme en Allemagne. Plus de la moitié des entreprises déclarent avoir un rating interne à la banque. Moins de 10% ont un rating externe, principalement des grandes entreprises. Néanmoins,

- 3/5 des entreprises connaissent les critères de rating des banques tandis que trois quarts des entreprises qui déclarent avoir un rating, les connaissent également.
- Mais il y a encore des entreprises qui ne se soucient pas du tout de leur rating: 13% des entreprises ne savent pas si leur banque leur a fourni de l'information à ce sujet et trois quarts des entreprises qui ne connaissent pas leur rating n'ont pas demandé d'information à leur banque à ce sujet.
  - Presque 2/5 des entreprises ont pu améliorer leur rating durant l'année écoulée ; pour seulement 8% d'entre elles, il s'est détérioré. Surtout dans les secteurs qui profitent de la forte demande d'exportations, de très nombreuses entreprises ont amélioré leur rating. Mais tout comme l'année passée, beaucoup d'entreprises d'autres secteurs ont également connu une amélioration de leur rating. Cela démontre que les entreprises informées, indépendamment de la situation économique, peuvent prendre des mesures qui influencent positivement leur rating.
  - En règle générale, on observe clairement que la communication entre les institutions de crédit et les petites entreprises au niveau du rating peut être améliorée. Néanmoins, environ 4/5 des entreprises ont eu une conversation sur le thème du rating avec leur banque. Parmi les petites entreprises, 36% restent néanmoins sans consultance. Principalement le dialogue au sujet du rating entre la banque et l'entreprise devrait ici être amélioré.

### ***3. Investissements***

- L'industrie reste un moteur important des investissements. En moyenne, deux tiers des entreprises ont réalisé des investissements durant la période concernée alors que ce taux est de 80% dans l'industrie manufacturière. Les investissements d'expansion sont aussi importants que les investissements de remplacement (chacun 45%). Presque 40% des entreprises ont investi plus que l'année passée et seulement 12% des entreprises ont reporté un investissement planifié à cause de leur mauvaise situation économique. Ces chiffres témoignent du climat économique, favorable depuis 2005, qui s'applique également aux classes moyennes.
- Presque 20% des entreprises qui avaient demandé un crédit pour le financement de leurs investissements avaient demandé un crédit furent confrontées à un refus de crédit. Cela a le plus souvent lieu pour les petites entreprises et les entreprises d'Allemagne de l'Est. Les principales raisons du refus d'octroi de crédit sont l'insuffisance de garanties et un pourcentage d'apport propre trop bas. Un refus de crédit a le plus souvent comme conséquence une limitation de l'investissement ou

- un retard dans son exécution. L'investissement est même souvent (35%) totalement annulé.
- Environ un cinquième des entreprises allemandes a introduit une demande de soutien public à l'investissement. Les produits du "KfW Bankengruppe" (niveau fédéral) et les subsides/indemnités ont été les plus souvent demandés (chacun 36%). Les entreprises de l'Est de l'Allemagne ont un meilleur accès aux subsides et indemnités et en ont demandé plus souvent (64%). 18% des entreprises ont introduit une demande de crédit auprès des Länder (niveau régional). Malgré les plaintes concernant la lourdeur administrative des processus de demande de mesures de soutien de l'UE, celles-ci ont enregistré un taux de demande remarquablement haut (17%).
  - Environ 4/5 des entreprises n'ont donc demandé aucun soutien des autorités. La plupart de celles-ci n'en ont en fait pas besoin. L'information au sujet des mesures publiques est, en règle générale, bonne. La procédure de demande de moyens publics fut également, tout comme l'année passée, relativement rarement critiquée. En effet, seulement 17% (13,5% en 2005) des entreprises qui n'ont fait appel à aucun moyen public ont indiqué que cela était à attribuer à un manque d'information ou que cela était dû à la complexité des procédures de demande.

#### ***4. Fonds propres***

- L'importance des fonds propres a augmenté durant l'année écoulée, ce qui correspond aux résultats de toutes les études récentes. Plus de 40% des entreprises ont augmenté leur taux de fonds propres (surtout des grandes entreprises) tandis que seulement 17% mentionnent un taux moins élevé.
- 45% des entreprises prévoient d'augmenter leur taux de fonds propres dans le futur et environ un cinquième le ferait volontiers bien que cela soit impossible pour le moment. La principale manière de renforcer sa base de fonds propres est le financement interne. Le financement interne est mentionné comme premier choix par 80% des entreprises. En deuxième place suit l'augmentation de l'apport propre. Environ 9% des entreprises veulent aussi améliorer leur structure financière par l'apport de mezzanine.

### ***5. Sources de financement***

- Les instruments de financement classiques jouent un rôle important indépendamment des catégories d'entreprise et des secteurs. L'auto-financement et les crédits bancaires sont certainement les principales sources de financement. Plus l'entreprise est grande, plus les formes alternatives de financement telles que le leasing, le mezzanine-financing et la participation en capital, gagnent en importance. Aussi, dû au fait que l'accès au crédit sera plus compliqué, beaucoup d'entreprises prévoient de diversifier l'utilisation de moyens financiers en ayant recours dans une plus grande mesure aux moyens alternatifs de financement. Simultanément l'offre d'instruments alternatifs de financement augmente (surtout le mezzanine-financing) et ces instruments deviennent également accessibles aux entreprises moyennes et petites.

### ***6. Conclusions principales***

- Malgré l'évolution positive, la situation reste compliquée et ce, surtout pour les petites entreprises. Au niveau de l'accès au crédit, du rating, du financement des investissements et des fonds propres, elles rencontrent plus de difficultés que les grandes entreprises. Il y a donc encore beaucoup d'efforts à faire: d'une part, les petites entreprises doivent s'adapter dans une plus grande mesure aux évolutions structurelles des marchés financiers et d'autre part, il est nécessaire que, dans ce cadre, les banques renforcent leur soutien. Il est donc nécessaire que les banques exercent plus fortement leur fonction de consultance, qu'elles communiquent mieux quant au rating et aux critères de ce rating. Il est également crucial et ce, surtout concernant les petites entreprises, qu'elles adaptent les conditions de crédit sur base du risque plutôt que d'opter pour une limitation du risque en nombre via un rationnement du crédit.